

# Consommation responsable

## Compte-rendu de la table ronde d'échanges citoyens Premier Forum social québécois, Montréal, août 2007

Lors du premier Forum social québécois, une trentaine de personnes ont choisi de participer à la table ronde citoyenne sur le thème: **Consommation responsable**. Elles répondaient à l'invitation commune d'Équiterre, d'Edupax et de l'Office de protection du consommateur. «Quand on parle de consommation responsable, on peut penser à économiser les ressources, par souci de notre planète en même temps que de notre porte-monnaie. On peut aussi penser à protéger les enfants face à la publicité qui les manipule ou les pousse à la surconsommation. Nos choix de consommation peuvent contribuer à protéger nos droits personnels, mais aussi la qualité de vie de notre milieu.»

La présentation et l'échange qui a suivi ont été coordonnés par Nicole Proulx.

### Équiterre

L'exposé de départ a été fait par **Isabelle St-Germain**, coordonnatrice des programmes commerce équitable et consommation responsable chez Équiterre. Isabelle a présenté divers « Gestes » proposés par son organisme pour rendre notre consommation cohérente avec la santé de notre planète. Entre autres, relevons ceux de réduire notre consommation, recycler, repenser notre système de valeurs et redistribuer les richesses. L'exposé nous a appris que le Québec était le plus grand producteur de déchets au monde. Que notre consommation d'énergie occupe le 3e rang mondial et qu'il faut absolument repenser nos modes de déplacement puisque 20 % de notre budget individuel est consacré au transport. Notre consommation d'eau par individu équivaut au contenu de trois baignoires chaque jour. Nous devons recycler aussi dans le domaine de la construction, où des tas de matériaux réutilisables sont jetés actuellement. Une douzaine de gestes peuvent être réalisés quotidiennement qui auraient un impact social et environnemental positif. Par exemple, choisir des produits alimentaires écologiques, produits localement ou de façon équitable ; utiliser des biens issus des entreprises d'économie sociale ; rénover de façon écologique ; prendre repos de sa voiture en choisissant la marche ou le vélo pour se déplacer. En horticulture, pour éviter d'utiliser trop d'eau dans l'arrosage de nos plate-bandes, Isabelle suggère de cultiver des plantes indigènes, qui exigent moins d'arrosage. Enfin, elle propose de s'exprimer quand l'occasion nous en est donnée. Un appel téléphonique logé au bon endroit pour encourager ou pour dénoncer une réalité a autant de poids que 100 personnes qui donnent leur avis; une lettre adressée au destinataire pertinent équivaut à 1 000 personnes qui se prononcent. Elle recommande également de s'engager dans les comités qui militent pour la survie et le bien-être de la Terre.

### Office de Protection du Consommateur

De leur côté, **Jorge Passalacqua** et **Denis Breton** ont expliqué le rôle de l'OPC et le fait qu'il s'insère dans un réseau gouvernemental plus large, interpellé par la nouvelle Loi québécoise sur le développement durable. La vigilance à protéger les droits et les intérêts du public face au monde commercial a toujours autant d'actualité, dans le contexte où grandit le déséquilibre des rapports de force entre entreprises et consommateurs. Ces derniers ont aujourd'hui des préoccupations qui dépassent le simple rapport qualité-prix. C'est ce qui amène l'Office à proposer aux jeunes des activités pédagogiques où ils vont se demander si le prix payé à la caisse leur dit tout sur les coûts de leur choix de consommation. Le but est de leur faire penser aux conséquences de leurs choix sur nos coûts collectifs et sur notre qualité de vie, ce qui finit par rejaillir sur leur porte-monnaie personnel. Il revient aux consommateurs de se rappeler qu'ils sont les premiers artisans de leur protection, et que l'État compte sur leurs signaux pour ajuster ses priorités d'orientation et de services face aux enjeux d'aujourd'hui.

### Edupax

**Jacques Brodeur** a pris la parole pour nous signaler que nos enfants et ados passent plus de 25 heures par semaine devant le petit écran: télé, jeux vidéo, ordinateur (clavardage et internet). Or, chaque heure de télé comporte 12 minutes de pub, toutes

axées sur l'incitation à la consommation. Ces divertissements proclament des valeurs souvent toxiques pour la santé physique et mentale, comme en font foi les études sur l'obésité. La loi québécoise qui interdit la pub aux moins de 13 ans, bien qu'imparfaite, fait l'envie des provinces et états voisins. Comme la protection n'est pas étanche, il faut que les citoyenNEs la complètent. Il faut souhaiter que l'OPC et l'école aiguisent le sens critique des jeunes et renseignent les parents sur les dommages causés par la télé. Les médias font partie de l'environnement et colorent notre perception du monde et de la vie et celle des jeunes. Les effets néfastes de la télévision et des jeux vidéo sur les jeunes d'âge scolaire sont réels et, hélas, durables, comme l'ont confirmé plus de mille études médicales et scientifiques. Les divertissements violents tapissent l'imaginaire des jeunes de fantasmes qui valorisent la vengeance, sans compter la propagande haineuse contre les femmes utilisée par certains chanteurs pour attirer des milliers d'ados et vendre des albums. Mais comment peut-on protéger la jeunesse des techniques utilisées pour les divertir avec des modèles brutaux, cruels, désensibilisants ? Est-il possible de contrer l'influence du petit écran avec succès ? En avril dernier, le « DÉFI de la Dizaine sans télé ni jeux vidéo » enthousiasmait des centaines de parents, mobilisait des milliers de jeunes et faisait la Une du Journal. Ce DÉFI est une contribution positive à la consommation plus responsable de petit écran.

### L'auditoire

Puis ce fut au tour de l'auditoire d'enrichir l'échange à partir de l'expérience personnelle des uns et des autres. Les participants ont manifesté une ouverture évidente à la consommation responsable. Certains ont confirmé leur perplexité à chercher comment concilier l'économie et le souci environnemental, surtout quand on a le sentiment de perdre d'une main ce qu'on gagne de l'autre (ex : on veut recourir aux sacs biodégradables, mais on se fait dire que le maïs utilisé demande plus de pesticides). Plusieurs ont parlé de la difficulté de faire confiance aux entreprises dans leurs allégations (« fait au Canada », « produit santé », « produit biologique », etc.). Un participant a dit, et d'autres ont acquiescé : « Les gens sont perdus. L'Office devrait informer le public sur les certifications, le processus, les impacts à long terme... » Un autre a déploré que les entreprises laissent aux citoyens les coûts (ex. du recyclage), pour affirmer que le volontariat ne suffit pas, qu'il faut réglementer. Les participants se sont montrés très intéressés aux efforts éducatifs qui leur ont été présentés, l'un d'eux insistant pour dire que l'action éducative était la base du changement.

Tous s'entendent pour souhaiter que la consommation responsable rejoigne et passionne tous les groupes d'âge et toutes les couches de la société. Il faut faciliter la concertation des énergies de tous ceux et celles --et ils sont nombreux-- qui cherchent à protéger les enfants de l'influence néfaste d'une sollicitation publicitaire qui les pousse sans cesse (et oblige même) à la surconsommation. Enfants, ados et parents ont plus que jamais raison de penser qu'en matière de consommation, le slogan du Forum a toute sa raison d'être. **«Un autre Québec est en marche».** **Propos recueillis par Nicole Proulx**

<p><b>Isabelle St- Germain</b>            Coordinatrice du programme            commerce équitable et            consommation responsable            Equiterre            2177 Masson # 317            Montreal, QC, H2H 1B1            Tel : (514) 522-2000 #222            Fax : (514) 522-1227  <a href="http://www.equiterre.org">www.equiterre.org</a>  <a href="mailto:IStGermain@equiterre.qc.ca">IStGermain@equiterre.qc.ca</a></p>	<p><b>Jorge Passalacqua</b>            Directeur de la Planification, de la            recherche et des communications            &amp; <b>Denis Breton</b>            Responsable de l'éducation            Office de la protection du            consommateur,            400, boul. Jean-Lesage, Bur. 450            Québec, QC, G1K 8W4            (418) 643-1484, poste 2252            Télécopieur : (418) 528-2844            OPCjeunesse :  <a href="http://www.opc.gouv.qc.ca">www.opc.gouv.qc.ca</a>  <a href="mailto:opcjeunesse@opc.gouv.qc.ca">opcjeunesse@opc.gouv.qc.ca</a></p>	<p><b>Jacques Brodeur</b>            EDUPAX, Groupe-conseil en            Éducation aux médias,            Prévention de la violence,            Éducation à la Paix            493, rue Ste-Julie,            Trois-Rivières, QC            G9A 1X4            Tél : (819) 379-2132  <a href="http://www.edupax.org">www.edupax.org</a>  <a href="mailto:JBrodeur@edupax.org">JBrodeur@edupax.org</a></p>
---	--	--